

## Les femmes sont des femmes trans

Par Judith Lefebvre

Affirmer que les questions trans ont connu une importante visibilité au cours des dernières années est un euphémisme. Les progrès timides faits au sein des entreprises et des institutions au regard de certaines pratiques de courtoisie et d’affirmation identitaire – le respect des pronoms choisis, par exemple – ont généré depuis une décennie un mouvement de réaction difficile à anticiper dans toute son ampleur.

L’approche identitaire issue des milieux transgenres et des groupes 2SLGBTQIA+ a capturé l’imaginaire de certains groupes conservateurs et d’extrême droite. Alimentés par l’outrage et les logiques d’engagement algorithmiques sur les médias sociaux, ceux-ci se sont pris d’obsession pour certains aspects du discours dit « woke » et ont réussi à engager une sympathie croissante de la part des médias de masse et de la classe politique.

Au-delà du succès de ces mouvances en Grande-Bretagne et aux États-Unis en particulier, on peut observer leur montée dans le contexte québécois et canadien, en particulier depuis la fin des mesures sanitaires en lien avec la pandémie de SARS-CoV-2 (Harper 2024). On a en effet vu le dépôt du projet de loi 2 en octobre 2022, qui visait à imposer un régime distinct à l’état civil pour les personnes trans (Lefebvre 2022), puis une escalade verbale entre le Parti Québécois et la Coalition avenir Québec à l’automne 2023, qui a mené à un comité ad hoc piloté par le gouvernement et formé exclusivement de personnes cisgenres.

Ce « comité de sages », pourtant acquis au parti au pouvoir, avait à peine déposé son rapport controversé en juin dernier qu’il était déjà contredit par les actions du gouvernement. Le ministre de la

Sécurité publique, François Bonnardel, annonçait début juillet que les détenu·es trans ne seraient plus incarcéré·es en respect de leur identité de genre ou de leur sexe à l’état civil, mais en fonction de l’apparence externe de leurs organes génitaux. Cette annonce allait non seulement contre les recommandations du comité, mais également contre de la documentation produite par le ministère lui-même (Desjardins et Roupnel 2022).

Au cours de cette période de quatre ans, les communautés trans et alliées se sont mobilisées malgré une violente répression de la part de l’État, notamment lors des contre-manifestations de 2023 et 2024 (Hébert-Berner 2024), de la RadPride 2024, de la marche de la Fierté 2024 et de la journée de visibilité trans 2025 (Alexandre 2025). Dans le foisonnement politique, culturel et diasporique qui accompagne tout mouvement de libération, plusieurs tendances politiques se sont précisées, dont le transfémisme.

C’est à ce mouvement en particulier que je m’attelle depuis plusieurs années. Une forme d’organisation politique proprement nord-américaine qu’il ne faut pas confondre avec les mouvements du même nom en Amérique latine et en Europe du Sud, qu’on qualifierait localement de féminisme *queer* (Lefebvre, 2023). C’est une tradition d’organisation collective précaire et méconnue qui s’est développée par à-coups pendant des décennies et a pris son essor dans les dernières années, grâce à un développement intellectuel et une mobilisation inédite de part et d’autre de l’Atlantique.

Pour comprendre les tenants et aboutissants de ce mouvement qui cherche à dépasser les

écueils des approches culturelles et identitaires des dernières décennies, il est nécessaire de confronter la vision progressiste et thématique de l'histoire de la transitude qui domine malheureusement les milieux 2SLGBTQIA+ et s'ancrer dans une analyse résolument matérialiste de l'histoire (Peeples 2023).

Plutôt que de répondre à la crise actuelle en cherchant à fonder la légitimité des personnes trans dans une réalité universelle et anhistorique, j'avance plutôt que c'est le cadre médico-légal de la transsexualité établi à partir de 1966 avec la publication de *The Transsexual Phenomenon* qui est lui-même en crise et qui demande à être dépassé. Cet article s'inscrit dans cet effort dialectique.

La première partie de cet article sera donc consacrée à une mise en contexte, pour ensuite présenter quelques concepts clés qui, à mon avis, permettent à terme de dépasser ce que j'appelle la « crise de la transsexualité ».

### Contextualisation de la pensée et des mouvements transféministes

#### *Assimilationnisme et libérationnisme*

Les mouvements collectifs des personnes trans, comme toutes les communautés 2SLGBTQIA+ d'ailleurs, peuvent être divisées en deux grands ensembles qui dominent les discussions communautaires depuis les années 1960.

L'assimilationnisme forme la tendance la plus ancienne et celle-ci est généralement portée par des groupes dominants, dont on trouve des exemples dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle en Europe; ces derniers vont souvent de pair avec la pathologisation du genre et de la sexualité. D'obédience plutôt libérale, ces groupes favorisent l'obtention de droits, la respectabilité et

l'égalité formelle dans une logique d'assimilation de minorités sexuelles et de genre à la société majoritaire. C'est encore aujourd'hui la tendance majoritaire dans les groupes communautaires et dans le discours public.

Si ce genre de revendications existent déjà en Amérique du Nord dans la période de l'après-guerre, c'est néanmoins l'émergence du mouvement de libération gaie qui sera à l'origine des mouvements 2SLGBTQIA+ contemporains.

Celui-ci se forme dans l'ombre des politiques ségrégationnistes en place dans les grandes villes d'Amériques du Nord, notamment en raison du *Urban Renewal* et de ses équivalents canadiens, qui concentrent et visibilisent les groupes marginalisés dans certains quartiers, comme le Tenderloin à San Francisco et Christopher Street à New York.

Ces politiques publiques, accompagnées d'une forte répression et du contrôle policier de la déviance vont générer une solidarisation des franges les plus opprimées des communautés gaies. Ainsi, on voit une première émeute éclater dans une cafétéria de San Francisco en 1966, puis dans un bar de New York en 1969. Dans les deux cas, ce sont principalement des *drag queens*, des *street queens* et des travesties qui se révoltent en raison du harcèlement policier en lien avec le travail du sexe.

Cette précision n'est pas anodine puisqu'elle permet de mieux comprendre l'émergence du phénomène transsexuel. En effet, Harry Benjamin va publier son cadre diagnostique de la transsexualité en 1966 et sera lourdement appuyé par une population paupérisée en quête de mobilité sociale dans la diffusion de son *Magnum Opus* auprès de la classe médicale, notamment grâce au financement du philanthrope transmasculin américain Reed Erickson (Matte 2014; Stryker 2017). L'invention de la transsexualité peut donc

être comprise comme un moment de synthèse entre les politiques de répression de la déviance et les intérêts d'une certaine portion des populations marginalisées.

Évidemment, ce diagnostic émergent est loin d'être universellement accessible. Malgré qu'elles aient souvent déjà recours aux hormones exogènes et à certaines chirurgies (Namaste 2005 et Gill-Peterson 2024), de nombreuses travailleuses du sexe, immigrantes et femmes racisées sont exclues des promesses de cette nouvelle normalité. Ce sont elles d'ailleurs qui travailleront le plus activement au mouvement de libération, à travers des groupes gais et travestis influencés par le féminisme et le marxisme. Plutôt qu'une simple participation à la société majoritaire, ceux-ci visent un changement radical de l'ordre social. Leurs modalités d'action principales sont l'aide mutuelle et l'établissement d'un rapport de force collectif avec l'État par les mobilisations de masse et l'action directe.

Le développement d'un mouvement de libération gai à Montréal suit une trajectoire assez différente. Si on voit une base de revendications assimilationnistes transsexuelles dès 1975 (Assemblée nationale du Québec 1976), les mouvements de libération émergent plutôt de la contreculture avec la fondation du Front de libération homosexuel (FLH) par des militant·es de la revue *Mainmise* en 1971, puis la répression des lieux de *cruise* homosexuels, et en particulier la descente du Truxx en 1977. Ils ont généralement peu d'intérêt envers les questions travesties et transsexuelles avant les années 1990, avec le développement des mouvements transgenre et (proto) transféministes.

### *Féminismes trans et féminismes exclusionnaires*

Un des aspects les plus cyniques de la recherche historiographique sur la participation des femmes trans aux mouvements féministes, c'est que les rares femmes dont la présence ait été véritablement documentée renvoie inévitablement au mouvement d'exclusion de celles-ci formalisé théoriquement par la publication de *The Transsexual Empire* de Janice Raymond en 1979.

Ce texte alambiqué, et parfois assez comique par sa logique tortueuse, partage un caractère obsessionnel avec les féminismes transphobes contemporains. On y retrouve donc forcément la preuve d'une participation active des femmes trans dans les mouvements féministes de la deuxième vague, notamment lesbiens.

Depuis, un travail de recherche timide, mais déterminé, a permis de mieux documenter cette présence historiques aux États-Unis, notamment à travers des figures comme Beth Eliott et Sandy Stone. Cette dernière a d'ailleurs été l'objet d'une campagne très virulente à la suite des appels à l'exclusion proférés par Raymond. Les membres de son collectif et son employeur, Olivia Records, avaient finalement accepté sa démission après que des membres d'une milice féministe radicale se soient présentées armées à un événement en vue de l'assassiner (Enke 2018).

Après cet épisode, Stone va donner naissance aux études trans et à la pensée transféministe avec la publication quelques années plus tard de *The Empire Strikes Back : A Post-Transsexual Manifesto*, un texte adapté de sa thèse dirigée par Donna Haraway. Un effort intellectuel qui s'inscrit dans une participation grandissante des femmes trans à l'académie puisque Susan Stryker commence également une vaste entreprise d'histoire orale dans les années 1980 avant de publier, en 1994, son fameux *My Words to Victor Frankenstein*.

Une nouvelle expulsion, celle de Nancy Burkholder du Michigan Womyn's Music Festival en 1991, va donner lieu à un ralliement sans précédent des différentes factions autour de Camp Trans, une occupation organisée annuellement par des militantes lesbiennes trans et cis aux portes de ce festival réservé aux femmes.

Cette période est très porteuse théoriquement et politiquement puisque les femmes trans qui participaient au mouvement féministe étaient jusque-là somme toute éloignées des mouvements de libération gai. La tension grandissante quant à leur présence dans les espaces non-mixtes a plus ou moins forcé une convergence entre les femmes trans – on voit apparaître la notion de « transsexual feminism » avec l'édition du périodique *Trans Sisters* par exemple – et avec le reste des personnes trans à travers un mouvement transgenre émergent.

Cette coalition de circonstances va toutefois éclater après quelques années quand les tensions existantes depuis le début autour de l'admission des femmes trans « pré-op » (c'est-à-dire n'ayant pas eu recours à une chirurgie génitale) sur le site vont devenir insurmontables.

Un schisme apparaît dès lors entre les féministes transsexuelles assimilationnistes comme Davina Gabriel qui considèrent l'exclusion des femmes « pré-op » acceptable, et le mouvement transgenre en émergence, incarné par Riki Ann Wichins, qui favorise l'expression identitaire et la déconstruction de la binarité de genre.

Les cercles de Montréal et Toronto suivent cette évolution de près, comme le montrent bien les archives de *Gendertrash From Hell* (1993-1995), une publication plutôt punk et franchement campée dans les mouvements des travailleuses du sexe et des migrant·es. Cette revue dirigée par Mirha-Soleil Ross et Xanthra Philippa MacKay

a une vie relativement courte, mais est une fenêtre unique sur les prémisses politiques et communautaires qui mèneront la tradition transféministe nord-américaine.

### *Transgenres et transféministes*

Le mouvement transgenre va souffler un vent de libération au début des années 1990, avec des groupes comme Transsexual Menace, Queer Nation et Lesbian Avengers et des auteur·ices devenu·es culte comme Leslie Feinberg, Kate Bornstein et Minnie Bruce Pratt. Loin des considérations parfois rigides des mouvements féministes et des politiques assimilationnistes des groupes transsexuels, les transgenres visent une libération totale des mœurs et des normes de genre. La dépathologisation de la transsexualité est au cœur de leur démarche.

C'est un mouvement à la fois culturel et politique, dont les limites sont incertaines tant ses ambitions sont monumentales. La mise en œuvre de leurs politiques au sein des milieux trans et féministes laissent même croire à une certaine inflexibilité en raison du style confrontationnel de certaines figures comme Riki Ann Wilchins irite (Koyama 2020a). Le clivage ne donne pas lieu à un mouvement de masse, au contraire, et bon nombre de transsexuelles assimilationnistes désertent les rangs.

La formalisation du mouvement aux États-Unis avec la création de GenderPAC va rapidement dévoiler ses limites réelles. La confrontation avec le capital et l'État force les groupes transgenres vers une forme de pragmatisme politique qui favorise l'éducation et les droits individuels en l'absence d'un rapport de force significatif. Au début des années 2000, à peu près toutes les tendances transgenres étaient devenues assimilationnistes.

Encore une fois, Montréal connaît une trajectoire quelque peu différente. Le matériel historiographique manque cruellement à cet effet, mais des discussions avec des aînées de nos communautés laissent croire que les relations entre transsexuelles et transgenres pouvaient être tendues pendant cette période. Un conflit qui s'articule généralement dans une opposition entre les nécessités matérielles immédiates et la poursuite d'un changement social à venir.

En effet, les travailleuses du sexe, les femmes migrantes et racisées vont surtout s'organiser en réseaux d'aide mutuelle – formels ou non – notamment avec la création d'un programme de paires aidantes à Cactus Montréal, qui deviendra rapidement Action santé travesti(e) et transsexuel(le) du Québec (ASTTeQ) (MacKay 1995). Pour elles, la transsexualité n'est pas simplement un diagnostic, mais une identité qu'elles ont conquise dans l'adversité (Namaste 2005) et une promesse de mobilité socioéconomique.

On remarque que les assimilationnistes transsexuelles sont presque entièrement absentes du débat, plus conservatrices que féministes et historiquement rassemblées autour de l'Association des transsexuels du Québec (Matte 2014), puis d'Aide aux trans du Québec à partir de 1980. Elles défendent d'abord la pathologisation de façon très militante, puis plus implicitement, ainsi qu'une certaine respectabilité associée à la féminité blanche de classe moyenne, souvent sans égard pour leur propre classe sociale. Leur préoccupation est surtout humanitaire jusqu'à leur virage transgenre vers la fin des années 2010.

### Le manifeste et sa suite

C'est dans ce contexte de tension et de transition vers un assimilationnisme transgenre

que la militante Emi Koyama va publier son zine, *The Transfeminist Manifesto*. Un appel à l'action féministe par et pour les femmes trans, fondé dans une approche libérationniste, intersectionnelle et coalitionnelle. Un texte résolument féministe, mais qui refuse les pièges des féministes transsexuelles assimilationnistes en fondant ses revendications sur l'amélioration immédiate des conditions matérielles et la solidarité entre tous·tes les opprimé·es.

La diffusion de ce texte est somme toute limitée à l'époque, mais ses préoccupations se reflètent parfaitement dans des organisations comme ASTTeQ, qui ne s'ancrent pas forcément dans la tradition féministe revendiquée par Koyama. C'est à travers son site Web et une réédition dans un manuel de théorie queer que les écrits de Koyama seront diffusés. Il est à noter qu'elle est toujours largement moins connue qu'une théoricienne comme Julia Serano qui se fait connaître grâce à son blogue au début des années 2000. Là où Serano introduit une abondance de concepts, souvent liés à la perception ou la performance sociale du genre, Koyama révolutionne l'action politique des femmes trans.

Comme toutes les féministes, Koyama est aux prises avec le problème de la définition du sujet politique du transféminisme, le sempiternel « nous les femmes ». Sa solution est aussi ingénieuse que simple : « *Transfeminism is a movement by and for trans women who view their liberation as intrinsically linked to the liberation of all women and beyond* » (Koyama 2020b).

Elle ajoute que le mouvement est ouvert aux autres personnes qui partagent ses objectifs, mais elle est claire : le transféminisme ne prétend pas rassembler toutes les femmes trans. Son sujet politique est défini par sa position sociale, ses relations de solidarité et son adhésion à des valeurs et une méthode.



Si le manifeste n'a pas été une bougie d'allumage d'un vaste mouvement au moment de sa publication et qu'une partie de son appareillage théorique est aujourd'hui dépassé par une abondance de production intellectuelle, la méthode qu'il met de l'avant fait preuve d'une étonnante pérennité.

C'est grâce à cette transparence politique, organisationnelle et idéologique que nous avons pu rallier des gens à nos initiatives dans les dernières années. Plus encore, la promesse de solidarité inconditionnelle et le coalitionnisme qu'elle apporte nous permet de nouer des alliances fructueuses bien au-delà des milieux 2SLGBTQIA+.

Le refus de s'engager dans des discours philosophiques sur la performance du genre ou l'identité au profit des inégalités socioéconomiques facilite la collaboration et règle les querelles avant qu'elles ne surviennent. Les considérations symboliques sont évacuées pour faire place à d'autres, pratiques et stratégiques.

Il n'en reste pas moins que la catégorie évoquée par Koyama (les femmes trans) est instable et mouvante. Et c'est une des raisons qui explique l'importance des notions beaucoup plus récentes de transféminisation et de transmisogynie, devenues centrales dans notre approche.

### Transféminisation et transmisogynie

« Le genre est un construit social ». Cette phrase est devenue tellement courante qu'on en oublie le sens. Dépourvue de son cadre constructionniste, la notion de « construit social » ne veut en effet pas dire grand-chose et pointe malheureusement vers une forme de relativisme anhistorique.

Pourtant, quand Christine Delphy écrivait que le genre social donne son sens au sexe biologique (Delphy 1981, p. 65) – une analyse reprise plus tard sous l'expression « le genre précède le sexe » –, ce n'était pas pour prétendre que les normes de genre sont arbitraires et peuvent être facilement dépassées, mais au contraire pour faire voir un processus d'assignation sociale et économique violent.

L'organisation sociale, économique, politique et culturelle précèdent le corps. Et c'est paradoxalement cette maxime de Delphy qui fait la limite de la pensée féministe matérialiste en donnant une importance démesurée au sexe, devant la racisation, la classe sociale ou le handicap par exemple. Si le genre précède le sexe, le genre des femmes est blanc, petit-bourgeois et sans handicap visible. Le genre, compris de cette manière, produit aussi sa propre marge et c'est ce qui menait d'ailleurs Monique Wittig à déclarer que « les lesbiennes ne sont pas des femmes » (Wittig 1980).

Cette idée d'assignation doit à mon avis demeurer centrale dans la pensée féministe, mais à Wittig, j'oppose la solidarité inconditionnelle d'Audre Lorde, qui fait de sa position marginale dans le régime genré le centre de sa politique. Pour Lorde, les femmes sont des lesbiennes. Et Noires, et handicapées, et immigrantes, etc. (Lorde 2020 [1984]).

Le rabattement du genre sur le sexe apparaît donc comme une aporie. Il faut partir du corps et le corps des femmes s'accorde au pluriel et s'inscrit toujours à la convergence de plusieurs régimes normatifs.

La transmisogynie est l'un de ces régimes et la transféminisation est son processus d'assignation.

Ainsi comprise, la transmisogynie n'est pas qu'une simple attitude individuelle, mais

un véritable régime de domination ancré historiquement dans le colonialisme et le développement des sociétés industrielles (Gill-Peterson 2024). Et c'est dans ce contexte précisément que s'est développé le cadre médico-légal de la transsexualité comme technique de gestion de la déviance.

Être transféminisée dans le régime transsexuel, c'est être appelée à choisir entre la violence de la marge ou celle de la cishétérosexualité normative. Or, ce choix n'est que rarement volontaire puisque justement les contours du genre sont loin de se limiter au seul sexe. Ainsi, historiquement les femmes racisées n'ont eu que rarement accès aux privilèges de la norme et quand bien même elles y parviennent, elles demeurent dans la marge du genre.

C'est certainement l'une des raisons de l'importance de la dépathologisation dans les revendications du mouvement transgenre à son émergence. Toutefois, son cadre théorique, par son ancrage identitaire, manque cruellement de féminisme. L'identité étant d'abord un rapport intime aux normes, aux institutions, à l'histoire, à sa communauté, à son corps, etc., elle constitue une base extrêmement précaire d'organisation collective.

Plus encore, la justification de la transitude comme phénomène social par la stabilité de l'identité individuelle – même quand elle est qualifiée de fluide – renvoie à un désir de légitimité qui ne questionne pas la transmisogynie elle-même. Ainsi, si le mouvement transgenre a bel et bien sapé les fondements médicaux de la transsexualité, il n'a pas réussi à ouvrir la voie vers la post-transsexualité.

Au contraire, dans un contexte de montée des autoritarismes, l'État cherche à reprendre son emprise sur l'organisation sociale, ce qui implique forcément une répression accrue des déviances.

L'alliance entre l'État et la médecine étant rompue, nous observons donc une intervention accrue de la classe politique dans la gestion des corps trans qui va dans certains cas jusqu'à la criminalisation des médecins eux-mêmes. La plupart des organisations transgenres en sont maintenant à rétropédaler, citant une abondance d'études, de psychologues et autres spécialistes pour tenter de maintenir une forme d'accès à la médecine transaffirmative.

Le mouvement transféministe refuse ce genre de stratégie et appelle à finir le travail au nom de l'autonomie corporelle et du droit à la dignité. Comme toutes les féministes, nous revendiquons le contrôle de nos vies et visons à mettre fin pour de bon au pouvoir des médecins et de l'État sur nos corps. Nous refusons de justifier nos existences à qui que ce soit et ne sommes pas des femmes parce que nous nous « identifions » comme tel, mais parce que nous sommes transféminisées.

Le transféminisme ne prétend donc pas offrir une théorie unifiée du féminisme ni même de la catégorie « femme », mais de centrer les femmes trans dans leur propre féminisme en prenant nos existences comme un fait acquis plutôt qu'une déviance à légitimer.

L'identité n'est pas plus importante pour nous que pour qui que ce soit. Elle explique certainement un ensemble de choix de vie et de préférences personnelles, mais c'est notre place particulière dans les structures du genre qui définit nos intérêts, comme toutes les femmes d'ailleurs.



(auteur inconnu)

### Notice biographique

**Judith Lefebvre** est une militante transféministe basée à Tiohtià: ke. Elle est cofondatrice de plusieurs initiatives menées par des femmes trans,

dont le Mouvement transféministe (MtF) et la brève existence de la librairie coop Agenda. Elle tient une chronique bihebdomadaire à Pivot.



## Références

- Alexandre, L., (2025). *Trans Day of Vanishing*. YouTube [en ligne]. 30 avril 2025. [Consulté le 18 août 2025]. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=cqhiup5qSY8>
- Assemblée nationale du Québec, (1976). *Journal des débats de la commission permanente de la justice*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Delphy, C., (1981). *Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles*. *Nouvelles Questions Féministes*. (2), p. 58-74. [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : <https://www.jstor.org/stable/40619325>
- Desjardins, C. et Roupnel, S., (2022). *Revue de littérature sur les conditions de détention des personnes de diversité sexuelle et de genre*. Québec : Gouvernement du Québec. [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/services-correctionnels/etudes-rapports-recherche/revue\\_litterature\\_lgbtq.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/services-correctionnels/etudes-rapports-recherche/revue_litterature_lgbtq.pdf)
- Enke, F., (2018). *Collective Memory and the Transfeminist 1970s: Toward a Less Plausible History*. *Transgender Studies Quarterly*. 5(1), p. 9–29. [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1215/23289252-4291502>.
- Gill-Peterson, J., (2024.). *A Short History of Trans Misogyny*. New York: Verso.
- Harper, S., (2024). *Le convoi de la liberté en guerre contre les drapeaux arc-en-ciel*. Pivot [en ligne]. 17 Octobre 2024. [Consulté le 18 août 2025]. Disponible sur : <https://pivot.quebec/2024/10/17/le-convoi-de-la-liberte-en-guerre-contre-les-drapeaux-arc-en-ciel/>
- Hébert-Bernier, F., (2024). *Le SPVM use de la force pour ouvrir la voie aux manifestants anti-trans*. Pivot [en ligne]. 23 septembre 2024. [Consulté le 18 août 2025]. Disponible sur : <https://pivot.quebec/2024/09/23/le-spvm-use-de-la-force-pour-ouvrir-la-voie-aux-manifestants-anti-trans/>
- Koyama, E., (2020a). *Whose feminism is it anyway? The unspoken racism of the trans inclusion debate*. *The Sociological Review*. 68(4), p. 735–744. [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1177/0038026120934685>.
- Koyama, E., (2020b). *The Transfeminist Manifesto*. Dans : R. McCann, C., Kim, S., et E. Ergun, dir. *Feminist Theory Reader*. 5e édition. New York: Routledge. p. 83-90. [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : <https://doi.org/10.4324/9781003001201-12>.
- Lefebvre, J., (2022). *Les corps trans contre l'État*. À Babord, (92), p. 11-13.
- Lefebvre J., (2023). *On ne peut pas écrire transféminisme sans transfem*. *Revue de littérature*. Montréal : autoédité.
- Lorde, A., (2020 [1984]). *The Master's Tools Will Never Dismantle the Master's House*. Dans : A. Lorde. *Sister Outsider*. New York: Penguin Random House. p. 100-103.
- MacKay, X. et Ross M., (1995). *Gendertrash from Hell Issue 4* (Spring, 1995). [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : <https://www.digitaltransgenderarchive.net/files/02870wo8h>
- Matte, N., (2014). *Rupert Raj and the Rise of Transsexual Consumer Activism in the 1980s*. Dans : D. Irving et R. Raj, dir. *Trans Activism in Canada*. Toronto: Canadian Scholar's Press. p.33-43.
- Namaste, V., (2005). *C'était du spectacle!* Montréal : McGill-Queen's University Press.

Peeples, A., (2023). *Materialist Girl: Toward an Anticolonial Account of Historical Trans Political Economy*. *Transgender Studies Quarterly*. 10(1), p. 42–47. [Consulté le 18 octobre 2025]. Disponible sur : <https://doi.org/10.1215/23289252-10273196>.

Raymond J., (1979). *The transsexual empire: The making of the she-male*. Boston: Beacon Press.

Stryker, S., (2017). *Trans Liberation*. Dans : S. Stryker. *Transgender History: The Roots of Today's Revolution*. New York: Seal Press. p.75-102.

Wittig, M., (1980). *La Pensée Straight*. *Questions Féministes*. (7), p. 45–53.